

# PLAN ROUTES & DÉPLACEMENTS DU QUOTIDIEN

LOT-ET-GARONNE  
Le Département Cœur du Sud-Ouest



*FAVORISER L'ACCES A LA MOBILITE*



*STRATEGIE D'INTERVENTION DU DEPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE  
PILOTAGE DES PLANS D'ACTIONS COMMUNS EN FAVEUR DE LA MOBILITE SOLIDAIRE*

## CONTRIBUER AUX MOBILITÉS SOLIDAIRES, L'INTERVENTION PROGRESSIVE DU DEPARTEMENT



**RETOUR SUR...**  
**LE CARREFOUR  
DES MOBILITÉS  
EN LOT-ET-  
GARONNE**

**UN RENDEZ-VOUS  
POUR PENSER  
LES MOBILITÉS  
DE DEMAIN**  
ORGANISÉ LE MARDI 19 OCTOBRE 2021  
À MONFLANQUIN

**PRÈS DE  
200  
PARTICIPANTS**

**8  
ATELIERS THÉMATIQUES**

**7  
STANDS  
SUR DES SOLUTIONS  
INNOVANTES**

**Le Carrefour des  
mobilités, kesako ?**  
Dans le cadre d'un partenariat avec le CEREMA, le Conseil Départemental de Lot-et-Garonne a accompagné les acteurs locaux et habitants du territoire des Bastides en Haut Agenais Périgord dans une réflexion sur la mobilité. Avec en toile de fond la loi LOM\*, l'objectif consistait à mettre en œuvre, expérimenter et conforter une démarche de recherche appliquée aux territoires afin d'aboutir à des solutions de mobilités durables et solidaires. Le carrefour des mobilités a permis de rendre compte des premiers enseignements et de présenter différentes solutions de mobilité émergentes.

\* La Loi d'Orientation des Mobilités transforme en profondeur la politique des mobilités, avec un objectif simple : des transports du quotidien à la fois plus faciles, moins coûteux et plus propres. En Lot-et-Garonne, tous les EPCI sont devenus Autorités organisatrices de la mobilité (AOM). La loi LOM a également conforté la compétence du Département sur la mobilité solidaire : un plan d'action spécifique devra être conçu en son champ bassin de mobilité entre la Région, le Département et Pôle emploi. Le Département participe d'ailleurs financièrement et techniquement à l'étude en cours pilotée par la DDT sur les mobilités durables et inclusives.



ÉTUDE : « QUELLES SOLUTIONS DE MOBILITÉS  
DURABLES ET INCLUSIVES POUR LES PUBLICS LES PLUS  
FRAGILES EN LOT-ET-GARONNE ? »

Vade-mecum : Vers un plan d'actions mobilités durables et  
inclusives en Lot-et-Garonne

Juillet 2022



## « QUELLES SOLUTIONS DE MOBILITÉS DURABLES ET INCLUSIVES POUR LES PUBLICS LES PLUS FRAGILES EN LOT-ET-GARONNE ? », DES ELEMENTS MARQUANTS.

- ❖ L'analyse départementale des populations vulnérables révèle qu'**1 lot-et-garonnais sur 4 fait partie de la population vulnérable** de Lot-et-Garonne ;
- ❖ Par ailleurs, **1 lot-et-garonnais sur 2 fait partie de la population dite « potentiellement vulnérable »** ;
- ❖ **Nécessité de communiquer sur les solutions existantes et d'en développer de nouvelles** pour répondre aux plus près des besoins des habitants confrontés à des problèmes de mobilité;
- ❖ **Besoins et attentes fortes des acteurs concernés ou œuvrant pour la mobilité des publics fragiles**, identifiant le Département comme le coordinateur et « assembleur » pertinent sur le sujet de la mobilité solidaire.

## DESENCLAVER LES TERRITOIRES, CLE DE VOUTE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE A L'HORIZON 2030



Commission permanente du 23 juin 2023

AXE I – Entretien des infrastructures routières, support des mobilités du quotidien,

AXE II – Développement des mobilités actives et partagées,

AXE III – Contribuer aux mobilités solidaires

Une stratégie déclinée sous 3 axes :

- La création d'une Plateforme de Mobilité ayant un rayonnement départemental ;
  - Le soutien des solutions de mobilité en réponse aux besoins non pourvus ;
  - L'accompagnement des territoires dans l'exercice de leurs compétences AOM.
- 
- Elaboration des Plans d'Actions commun en faveur des mobilités solidaires (PAMS)



## LES BASSINS DE MOBILITE EN LOT-ET-GARONNE



### Bassin Val-de-Garonne-Guyenne-Gascogne



### Bassin de la Vallée-du-Lot



### Bassin de l'Albret



### Bassin de l'Agenais



## LES ELEMENTS AYANT PRESIDE AU CHOIX DU BASSIN DE LA VALLEE-DU-LOT

### Un territoire à forts enjeux sociaux

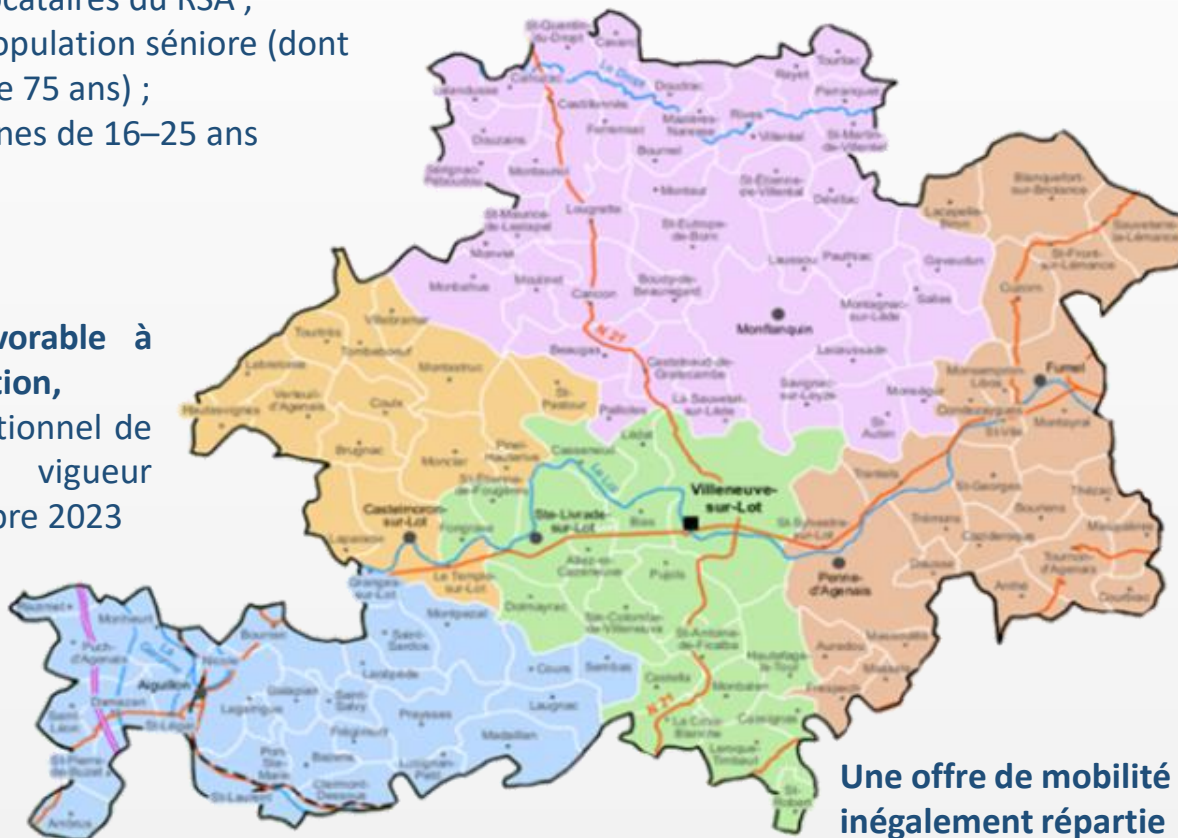
35,5 % des allocataires du RSA ;  
37,4 % de la population sénior (dont  
40 % de plus de 75 ans) ;  
31,7 % des jeunes de 16–25 ans

### Un cadre favorable à l'expérimentation,

Contrat Opérationnel de  
Mobilité en vigueur  
depuis décembre 2023

### Une gouvernance territoriale complexe

- 5 EPCI sur 2 CRTE
- Un GAL à l'échelle du Bassin, sans compétence mobilité
- Coordination des acteurs identifiée comme un enjeu majeur



### Une offre de mobilité existante mais inégalement répartie

Forte polarisation autour de Villeneuve-sur-Lot  
Accès parfois limité par des contraintes d'usage

## UNE METHODOLOGIE EN TROIS TEMPS

### Phase 1 : 3 mois

#### Cadrage de la démarche d'élaboration du PAMS

Constitution d'un COTECH

Validation des objectifs du PAMS : publics ciblés, insertion professionnelle, etc.

Elaboration de la méthodologie et validation par le COTECH

Identification des outils, des interlocuteurs du territoire et des services existants sur l'aire d'étude

### Phase 2 : 6 mois

#### Elaboration du diagnostic

Recensement des besoins en mobilité : **concertation des acteurs** (ateliers de territoire, entretiens bilatéraux) **et des bénéficiaires** (enquête)

Mise à jour du diagnostic réalisé par le cabinet Fregali : **réactualisation de l'offre et élaboration d'une cartographie dynamique** de référencement des acteurs et services de mobilité solidaire

Schéma du fonctionnement de l'écosystème en place et **identification des freins et leviers** (zones blanches)

### Phase 3 : 3 mois

#### Accompagnement à la formalisation du PAMS - Planification des actions à déployer

Définition et priorisation des **actions préconisées**

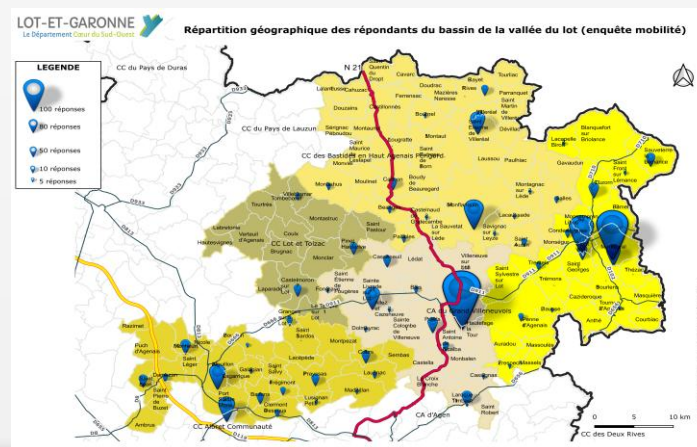
**Construction d'un calendrier** de mise en œuvre des actions

Identification des ressources, porteurs et des **financements mobilisables**

**Rédaction d'un rapport** du PAMS



# UN DIAGNOSTIC FONDÉ SUR DES ATELIERS DE CONCERTATION TERRITORIALE ET UNE ENQUÊTE PAR QUESTIONNAIRE





## DES DEMARCHES D'ENQUETE AUX ENSEIGNEMENTS CONVERGENTS

### Trois enjeux stratégiques partagés

Améliorer la lisibilité de l'offre, besoin d'un outil centralisé et partagé pour usagers et acteurs relais d'information

Développer la concertation entre les EPCI et les acteurs territoriaux pour coordonner l'offre de services

Développer les partenariats et redéfinir les critères d'accès pour développer l'offre de services

### Consolidés par les besoins exprimés

40%

Développement et adaptation des transports collectifs

25%

Mobilités partagées/Transport à la demande

24%

Location à tarification solidaire

22%

Orientation vers les solutions de mobilité du territoire

18%

Aides financières

## TROIS ENJEUX STRATÉGIQUES POUR STRUCTURER L'ACTION



Gouvernance et  
coordination

Information,  
communication,  
remontée des besoins

Accès aux solutions  
de mobilité

E1

### DÉFINIR LA GOUVERNANCE ET LA MISE EN OEUVRE DU PAMS

#### FA 1A - DÉFINIR LE CADRE DE GOUVERNANCE

##### INTENTION

Garantir une gouvernance lisible, partenariale et durable pour la mise en œuvre du Plan d'Actions en faveur des Mobilités Solidaires ;  
Répondre aux obligations légales qui associent la Région, le Département et les EPCI à la gouvernance ;  
Favoriser la coopération et la collaboration entre les différents niveaux d'acteurs publics.

##### MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

Contenu de l'action	Elaborer une convention formalisant le cadre de gouvernance du PAMS Cette convention a pour objet de définir les rôles, responsabilités et modalités d'implication de chacune des collectivités parties prenantes. Elle établira par ailleurs les modalités de validation des orientations stratégiques ainsi que les procédures prévues pour leur révision ou leur réajustement.
Acteurs impliqués/ partenaires	Etat (DDI, DDETSPP), Région, Département, EPCI du Bassin de mobilité
Ressources mobilisables	Ressources humaines : Chargés de mission de la Région, du Département, techniciens des collectivités Moyens organisationnels : Groupe de travail dédié
Leviers de financement	Animation et formalisation de la Convention réalisées en régie, par la mobilisation de temps agent
Lien avec autres actions	La gouvernance définit les orientations stratégiques sur la base des analyses et éléments transmis par le noyau opérationnel (FALB), chargé d'accompagner et d'évaluer la mise en œuvre et l'efficacité des actions. L'élaboration de ces orientations intervient après consultation du Comité consultatif (FALC), réunissant les partenaires institutionnels et financiers, afin de garantir la cohérence territoriale des actions.

##### CALENDRIER PREVISIONNEL DE MISE EN OEUVRE

6 MOIS

- Groupe de travail entre les parties prenantes pour formaliser attentes, besoins et points de vigilance ;
- Définition des principes, rôles, responsabilités, modalités de pilotage et de suivi du PAMS ;
- Elaboration de la convention
- Consolidation du document et amendements ;
- Approbation formelle et signature de la convention par les partenaires.
- Communication interne et externe (diffusion aux équipes, partenaires, publication éventuelle).
- Intégration de la charte dans les instances et outils de pilotage.

##### INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION

- Rédaction de la charte
- Signature de la Charte
- Dispositif de suivi et de révision des orientations stratégiques

##### POINTS DE VIGILANCE

- Nécessité de maintenir une gouvernance souple et évolutive ;
- Structurer la gouvernance autour d'une communication claire pour garantir l'adhésion ;



*Merci de votre attention*

*A vos questions !*